

Chronologies

CHYPRE: 1^{er} avril 2007 - 30 septembre 2008

3 avril: Ouverture d'un nouveau point de passage entre la zone libre et la zone occupée, rue Ledra à Nicosie.

10 avril: José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne déclare que la Turquie doit remplir ses engagements et ouvrir ses ports aux navires de la République de Chypre.

23 mai: Rencontre entre Dimitri Christofias, président de la République de Chypre et Mehmet Ali Talat, chef de la communauté chypriote turque. Ces deux dirigeants chypriotes affirment s'impliquer en vue d'une fédération bizonale et bicommunautaire.

24 juin: La Cour européenne des droits de l'homme juge la Turquie responsable des meurtres de deux manifestants chypriotes grecs, Anastasios Isaak et Solomos Solomou en aout 1996. Une somme de 315 000 euros est attribuée à leurs familles.

1^{er} juillet: Rencontre Christofias-Talat, qui ont convenu du principe d'une souveraineté et d'une nationalité uniques pour Chypre.

3 juillet: La Chambre des Représentants autorise la ratification par Chypre du traité de Lisbonne par 31 voix (conservateurs et socialistes) contre 17 (Akel, parti du président Christofias).

13 juillet: Participation du président Christofias au Sommet, à Paris, de l'Union pour la Méditerranée.

17 juillet: Nomination d'Alexander Downer, ancien ministre australien des affaires étrangères au poste de Conseiller spécial pour Chypre du Secrétaire général de l'ONU.

25 juillet: Rencontre Christofias-Talat, qui décide l'ouverture de négociations sur le statut de Chypre à compter du 3 septembre.

28 aout: L'ambassadeur de Russie en Grèce, Andréï Vdovin déclare que «la Russie ne reconnaîtra en aucun cas les territoires occupés à Chypre» faisant valoir que pour Moscou, «les cas de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie sont sui generis».

3 septembre: Début des négociations directes Christofias-Talat; les négociations se poursuivent les 11 et 18 septembre.

30 septembre: Le président Christofias déclare à Strasbourg devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qu'il propose l'annulation simultanée des prochaines manœuvres «Nicéphore» de la Garde nationale chypriote et «Taurus» de l'armée turque en zone occupée.

GRECE: 1^{er} avril - 30 septembre 2008

3 avril: Au sommet de l'OTAN à Bucarest la Grèce avec le soutien de la France exerce son droit de veto à l'adhésion de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (Fyrom) en raison du refus de ce pays de trouver une appellation acceptable par Athènes.

29 avril: Accord gréco-russe South Stream sur la construction du gazoduc qui acheminera le gaz russe vers le sud de l'Europe.

16 mai: Le commissaire européen au Marché intérieur et aux services Charlie McCreevy appelle à une libération des services en Grèce.

26 mai: Le chef d'état-major des forces armées Dimitri Grapsas est en visite en Turquie à l'invitation de son homologue dans ce pays.

3 juin: Le maire de l'île de Tilos en mer Egée procède, malgré l'interdiction du Parquet, à la célébration des deux premiers mariages en Grèce de personnes du même sexe.

6 juin: Visite à Athènes du président français Nicolas Sarkozy, qui après s'être exprimé devant le Parlement signe avec le Premier ministre Costas Caramanlis une déclaration commune sur la défense et la sécurité.

8 juin: séisme de 6,5 sur l'échelle ouverte de Richter au Nord ouest du Péloponnèse provoquant 2 morts et 37 blessés.

11 juin: le Parlement grec ratifie le traité de Lisbonne par 250 voix contre 42 puis rejette, le 18 juin, une demande de l'opposition visant à l'organisation d'un referendum sur ce traité.

12 juin: exclusion de l'ancien Premier ministre Costas Simitis du groupe parlementaire du Pasok, en désaccord sur la position de ce parti favorable à la tenue d'un referendum sur le traité de Lisbonne.

13 juillet: participation du Premier ministre Costas Caramanlis au Sommet,

à Paris, de l'Union pour la Méditerranée.

19 août: Mgr Nikolaos, Archevêque catholique de Tinos et de Naxos se plaint auprès d'Alecos Alavanos, président du groupe parlementaire Syriza de «l'absence de reconnaissance juridique par l'Etat grec de l'Eglise catholique grecque».

12 septembre: Démission du ministre de la Marine marchande, Georges Voulgarakis dont le nom a été mêlé au scandale immobilier de deux sites olympiques vendus à bas prix par l'Etat au monastère Vatopédi du Mont Athos, qui les a ensuite revendus très cher; Anastassios Papaligouras remplace, le 13 septembre G. Voulgarakis.

17 septembre: La Commission européenne approuve le plan de sauvetage de la Compagnie Olympic Airways. Ce plan prévoit la privatisation de certains actifs de cette société.

30 septembre: Le Premier ministre Costas Caramanlis décide d'exclure du groupe parlementaire de la Nouvelle Démocratie le député de Drama, Stavros Dailakis. Ce député avait demandé la démission du ministre d'Etat Théodore Roussopoulos. Après cette exclusion la majorité parlementaire de la Nouvelle Démocratie n'est plus que de 151 députés sur 300.